



Rapport de mission au Burkina Faso du 7 au 14 février 2008

Appui au Système d'information de l'AICB sur la filière cotonnière au Burkina

Appui au Système d'information Agricole de l'UEMOA

Projet “Renforcement de l’approche régionale dans le partenariat Europe-Afrique sur le coton”

Composante « gestion de l’information sectorielle »

Volet « Sytème d’Information régionale sur le Coton »

Guy Faure, Marie-Hélène Dabat
CIRAD

1. Contexte

L'origine du projet se trouve dans le processus initié en 2003, à Cancun, par les pays du C4 (Bénin, Burkina-Faso, Mali, Tchad) qui ont interpellé les membres de l'OMC sur le sort des filières cotonnières en Afrique, menacées par l'impact sur les cours du coton des subventions aux producteurs, notamment des pays du Nord.

Par la suite, l'Union Européenne, fortement appuyée par la France, devait engager, une initiative en faveur des filières cotonnières africaines. La tenue du Forum de Paris sur le Coton, en juillet 2004, a ainsi permis de valider le partenariat Europe-Afrique sur le coton et le plan d'action qui le soutenait. Le présent projet **“Renforcement de l'approche régionale dans le partenariat Europe-Afrique sur le coton”** est une initiative de la France témoignant de son engagement dans le cadre du partenariat Europe-Afrique.

Le projet, d'une durée de trois ans, a pour objectif, de renforcer la cohérence et la coordination du plan d'actions de ce partenariat Europe-Afrique, à l'échelon régional, sur des questions stratégiques liées à la l'amélioration de la productivité, au renforcement des capacités de négociation et à la maîtrise des données sectorielles.

Le projet comprend trois composantes opérationnelles :

- Amélioration durable de la productivité au sein des filières cotonnières africaines, à travers des appuis à la mise en place d'une plate-forme régionale pour les biotechnologies et à la coordination régionale de la lutte phytosanitaire;
- Renforcement des capacités de représentation et de négociation des acteurs avec un soutien au programmes d'IDEAS d'appui aux quatre pays africains porteurs de l'initiative sectorielle coton et des appuis aux organisations paysannes, notamment à l'association des producteurs de coton africains (APROCA);
- Maîtrise de la gestion de l'information sectorielle à travers des appuis à la mise en place d'un observatoire coton au sein de l'AProCA (appui direct du MAE à l'APROCA) et à **la structuration d'un système d'information régional sur le coton** (appui du CIRAD aux interprofessions pour les activités nationales et à l'UEMOA pour les activités régionales)

Dans le présent rapport, nous ne traiterons dans cette dernière composante que du volet pour lequel le Cirad apportera le conseil technique et est désigné comme l'opérateur, à savoir : la composante « Maîtrise et Gestion de l'Information Sectorielle », volet « Système d'Information Régional sur le Coton ».

2. Premiers éléments pour la structuration du système d'information

A l'issue du comité de pilotage du projet qui s'est tenu à Bamako le 25 et 26 septembre 2007, un certain nombre d'options, exposées ci-dessous, ont été retenues par les participants pour structurer les systèmes d'information.

Le volet d'une part appuiera la mise en place d'un Système d'information sur le coton à l'échelle régionale, et d'autre part participera au renforcement des systèmes d'information des interprofessions.

► Le système d'information régional permettra le suivi et l'analyse des performances des filières cotonnières africaines, en fonction des informations que souhaiteront communiquer les pays, et constituera une base de connaissances sur les filières cotonnières de ces pays. Ces applications seront multiples :

- aide à la décision et au pilotage stratégique au niveau régional,
- suivi de l'impact des décisions liées aux réformes du secteur,
- aide à la négociation des politiques,
- partage d'information entre les pays.

Le système d'information régional sur le coton (SIRC) devra être conçu et piloté sous la tutelle de l'UEMOA, en étroite relation avec les organisations professionnelles des filières, dont l'APROCA et l'Association Cotonnière Africaine (ACA) et avec la CEDEAO. Il s'articulera avec le système d'information sur les filières agricoles (SIA) prévu par l'UEMOA et avec le système d'information sur les filières cotonnières des pays du C4 financé par la BAD et hébergé par l'UEMOA. Son ancrage et son statut institutionnel au sein de l'UEMOA seront étudiés au cours de la mission.

► Les systèmes d'information nationaux appuieront les interprofessions des filières cotonnières pour permettre une analyse de chaque filière, en se centrant principalement sur des questions spécifiques que définiront les interprofessions. La structure du système d'information devra être adaptée aux besoins de chaque pays. Sa construction devra s'adapter aux rythmes de chaque interprofession. Les analyses seront basées sur les informations que souhaiteront mettre en commun chaque acteur de la filière pour tenir compte de la confidentialité de certaines données. Les applications pourront être multiples:

- aide à la décision et au pilotage stratégique de la filière,
- fournitures d'informations aux acteurs de la filière,
- réponse à des questions spécifiques de l'interprofession,
- communication vers les producteurs.

L'interprofession décidera, en concertation avec l'UEMOA, des données qui pourront être transmises au niveau régional pour être partagées dans le cadre du SIRC géré par l'UEMOA.

Les systèmes d'information nationaux devront être conçus et pilotés sous la tutelle des interprofessions des filières cotonnières quand ces dernières existent ou par les structures préparant la mise en place des interprofessions. Il n'est pas prévu de système d'information national dans les pays qui ne souhaitent pas se doter de telles structures. Conformément aux

recommandations du comité de pilotage, les premiers pays concernés sont le Mali, le Burkina Faso et le Bénin¹. La mission étudiera avec l'UEMOA la possibilité d'étendre à d'autres pays la démarche en cours de projet.

Les activités du présent volet concerneront :

- l'appui à la conception et structuration de systèmes d'information au niveau régional et au niveau national, en cherchant à valoriser les systèmes déjà existants ou en cours de construction,
- l'appui à la construction de base de données pour répondre aux besoins en information des acteurs nationaux et des acteurs régionaux,
- le renforcement des compétences au niveau national et régional pour collecter et analyser les informations,
- la contribution à des échanges entre acteurs pour partager l'information et aider à la construction d'éventuelles positions communes.

Le CIRAD est désigné comme opérateur pour ce volet et en assurera la coordination technique.

¹Les pays pressentis sont ceux localisés dans la zone UEMOA et ayant ou prévoyant d'avoir une interprofession, un maximum de 6 pays est prévu dans le cadre du présent volet

3. Objectifs de la mission au Burkina Faso

La mission s'inscrit dans les recommandations du comité de pilotage du Projet qui s'est réuni à Bamako les 25 et 26 septembre 2007 et qui a préconisé une mission dans chacun des pays concernés, et donc dans un premier temps au Mali, Burkina Faso, et Bénin.

La mission au Burkina Faso a pour objectifs de :

- Définir avec l'UEMOA les objectifs et principes de fonctionnement d'un SIRC.
- Préciser le partenariat au niveau régional de l'UEMOA (ancrage institutionnel du SIRC et son insertion dans le SIA de l'UEMOA, relations entre les activités du présent volet et les activités du projet BAD sur le système d'information, choix définitif des pays à inclure dans le présent volet, première identification des indicateurs pertinents pour caractériser les filières cotonnières à l'échelle régionale, organisation du travail, etc.).
- Préciser les partenaires du projet au Burkina Faso en identifiant d'abord les instances nationales de dialogue et/ou de coordination de la filière (interprofession, cellule ad-hoc, etc.) puis les institutions (centres de recherche, bureaux d'étude, ONG, projets, etc.) et personnes susceptibles d'appuyer les dynamiques de concertation autour du partage de l'information (collecte de données, traitement, animation d'ateliers, etc.) ; une attention spéciale devait être donnée aux réflexions en cours sur les systèmes d'information au sein des interprofessions afin de renforcer les dynamiques en cours sans s'y substituer.
- Identifier les questions en débat actuellement au niveau de chaque filière et qui peuvent éventuellement faire l'objet d'une attention spécifique du système d'information au niveau national (exemple : gestion de la qualité, place des organisations professionnelles, organisation des fonctions critiques, etc.).
- Organiser un atelier participatif dans chaque pays pour valider les choix d'organisation de la composante au sein des systèmes d'information des interprofessions.
- Actualiser les éléments budgétaires.

4. Eléments de diagnostic au niveau de l'interprofession

La présente mission a été annoncée par un courrier du CIRAD à l'Association Interprofessionnelle du Coton du Burkina (AICB). Par un courrier de réponse de son président, il a été demandé que cette mission soit introduite par l'UEMOA. Etant donné les délais imposés par le contrat passé entre le MAE et le CIRAD qui prévoit un achèvement des missions dans les pays pour la fin mars, il n'a pas été possible, dans un premier temps, de répondre à cette requête qui a cependant retenue toute notre attention.

La mission a également été marquée par le contexte particulier qui prévaut au niveau de la filière cotonnière avec une baisse en 2007 du prix en dollars de la fibre sur le marché international, une baisse du dollar par rapport à l'euro, une baisse du prix d'achat au producteur². Cette situation, qui génère des pertes pour les sociétés cotonnières et un endettement qui devient significatif au niveau des GPC et des producteurs, n'a pas été favorable à la discussion de propositions nouvelles.

Les contacts pris lors de la mission ont cependant montré l'intérêt des acteurs pour bénéficier d'un appui en matière de gestion de l'information sur des questions d'intérêt pour l'interprofession mais qu'il était important de prendre en compte certaines préoccupations, notamment en matière de confidentialité des données. En effet, certains acteurs peuvent vouloir conserver une certaine confidentialité :

- Soit vis-à-vis d'autres acteurs de la filière,
- Soit vis-à-vis d'autres acteurs en dehors de la filière mais au Burkina Faso,
- Soit vis-à-vis d'autres filières cotonnières en dehors du Burkina Faso.

Cette confidentialité peut porter sur des données techniques (évaluation des productions en cours de campagne, développement de certaines innovations pouvant apporter un avantage concurrentiel, etc.), économiques (coûts de production, prix de revient, etc.), commerciales (état des stocks, nature des contrats, etc.), ou financières (marges, etc.).

Il est à noter que le degré de confidentialité de ces données peut perdre de son importance au cours du temps. Par exemple, l'évaluation des productions de coton graine qui peut être considérée comme stratégique pour certains acteurs, devient une donnée de nature publique une fois la campagne achevée.

A partir de différents contacts lors de la mission il apparaît que :

- L'AICB pourrait faire connaître sa position sur l'intérêt d'un appui du présent projet à l'amélioration d'un système d'information géré par l'interprofessions, aux vues des apports de la mission et du rapport de mission; en cas d'intérêt, l'AICB devrait alors confirmer sa demande pour obtenir un écrit de l'UEMOA ou considérer qu'une simple concertation avec l'UEMOA est suffisante.

² Le prix d'achat au producteur a connu une baisse pendant plusieurs campagnes successives :

2004/2005 : 210 FCFA/kg,

2005/2006 : 175 FCFA/kg

2006/2007 : 165 FCFA/kg

2007/2008 : 145 FCFA/kg

- L'UEMOA pourrait être en position de faire une demande officielle à l'AICB, si cette dernière confirmait sa première position.

La mission a donc essentiellement permis de présenter à certains acteurs de l'interprofession les objectifs du présent projet, d'identifier à travers des contacts bilatéraux certains besoins en matière d'information, et de préciser les éléments de la structure des systèmes d'information actuellement en place au sein de plusieurs des acteurs de l'interprofession. En ce sens elle a été fort utile pour initier un climat de confiance, premier pas indispensable à la construction de propositions communes.

4.1. L'AICB

L'AICB, association à but non lucratif, créée le 26 Février 2006, regroupe les familles professionnelles suivantes :

- L'association professionnelle des sociétés cotonnières du Burkina (APROCOB) créée le 25 janvier 2006 et constituée par la SOFITEX, la SOCOMA, FASO COTON
- l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB), créée le 15 avril 1998.

L'AICB s'articule autour des trois organes suivants :

- Une assemblée générale composée de seize représentants des familles professionnelles membres, à raison de huit représentants pour l'APROCOB et de huit représentants pour l'UNPCB.
- Un conseil d'administration de seize administrateurs, dont huit représentants de l'APROCOB et huit représentants de l'UNPCB.
- Un bureau de huit membres, composé de quatre représentants de l'UNPCB et de quatre représentants de l'APROCOB et dont la présidence est assurée par François Traoré (actuel président de l'UNPCB), élu pour un mandat de trois ans.

L'association est néanmoins ouverte à d'autres familles professionnelles de la filière.

L'AICB a pour mission (Diallo 2008) :

- La gestion de l'Accord interprofessionnel en veillant à l'application des mécanismes portant notamment, sur la fixation du prix d'achat du coton graine, la définition des standards du coton-graine, la gestion du fonds de soutien du prix d'achat du coton-graine,
- La négociation avec l'Etat de la rétrocession des ressources allouées au Fonds de soutien à la filière,
- L'élaboration d'un cahier de charges commun à toutes les sociétés cotonnières, précisant les caractéristiques techniques des intrants ainsi que la détermination de leurs conditions de cession aux producteurs,
- La gestion des fonctions communes (recherche, contrôle qualité, classement fibre et formation des producteurs),
- La collecte, le traitement et la diffusion auprès des membres, d'informations économiques, commerciales, agronomiques et statistiques sur le coton.

L'accord interprofessionnel définit un cahier des charges pour chacune des familles professionnelles. Le Secrétariat Permanent de Suivi de la Filière Coton Libéralisée, émanation du Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat,

veille au respect de l'accord interprofessionnel et à ce titre siège aux séances de l'AICB en tant qu'observateur.

L'AICB dispose d'un siège à Ouagadougou mais pas encore de personnel salarié. Les membres de l'interprofession assurent certaines fonctions de l'AICB.

L'AICB pourrait être intéressé par des appuis spécifiques pour renforcer ses activités dans le domaine de la gestion de l'information (exemples : conduites d'études spécifiques, appuis méthodologiques pour la structuration de son système d'information, appuis à la création d'un site web pour communiquer avec les producteurs et avec d'autres acteurs extérieurs à la filière, appuis logistiques en matière informatique, etc.). Ces appuis demandent cependant à être précisés, discutés formellement puis contractualisés avec l'AICB.

4.2. La SOFITEX

La SOFITEX est la société cotonnière la plus importante au Burkina. Des contacts ont pu avoir lieu avec M Georges Yameogo, Directeur du Développement de la Production Cotonnière (DDPC) à la SOFITEX mais aussi Secrétaire Général de l'AICB. Après avoir expliqué les objectifs du projet, il a exprimé son intérêt sous réserve d'un accord de l'AICB.

D'autre part, la DDPC de la SOFITEX a un service de suivi-évaluation qui occupe deux personnes (traitement et analyse).

► Il assure un suivi opérationnel de la campagne agricole (superficie semée par décade, pluviométrie, parasitisme, évaluation des rendements par sondage, suivi de la production, mise en place des intrants). A noter que les données du suivi des intrants collectées par le suivi-évaluation sont traitées par la Direction des Intrants de la SOFITEX et que les données de la production de coton-graine sont collectées par le service de la Commercialisation Primaire puis agrégées par le SE. Un projet de base de données intégrée (données du SE et des autres directions) est à l'étude afin d'optimiser la gestion de l'information au sein de la SOFITEX.

► Le service a également un dispositif d'enquêtes à quatre niveaux (village, GPC, exploitation, parcelle) pour ses besoins en évaluation. Ce dispositif occupe 17 enquêteurs permanents. Il s'étend à 17 villages contrastés³ avec des données de plusieurs natures (démographie, infrastructures, nombre de GPC etc.), les GPC de ces villages (nb d'exploitations, infrastructures, production coton, crédit), permettant de suivre 30 exploitations par villages (famille, scolarisation, main d'œuvre, équipement, bétail, foncier, inventaire des parcelles) et un échantillon de parcelles coton (itinéraires techniques, dates d'intervention, intrants, production, rendement) et dans une moindre mesure des parcelles d'autres cultures.

► Le suivi-évaluation mène également des enquêtes thématiques spécifiques à la demande de la DDPC comme en début 2008 sur l'état d'endettement des GPC ayant commercialisé tout le coton-graine à la fin janvier, cet état pouvant avoir des conséquences sur la future campagne.

³ Ces 17 villages contrastés ont été choisis en fonction du gradient pluviométrique, de l'ancienneté dans la culture du coton, de l'importance de la production et de l'appartenance ethnique..

L'ensemble de ces données, notamment celles issues du suivi-opérationnel sont utiles pour piloter les activités de la SOFITEX (approvisionnement des GPC en intrants, organisation de la collecte du coton-graine, commercialisation de la fibre de coton, etc.). Cependant, le responsable du dispositif SE pense que l'information collectée est sous-utilisée avec seulement deux personnes pour son exploitation. Certaines des données, notamment celles qui ne sont pas jugées confidentielles par la SOFITEX et en particulier celles issues des enquêtes annuelles (caractéristiques des exploitations et des GPC, itinéraires techniques...), pourraient être également utiles à l'ensemble des acteurs de la filière pour évaluer les performances de la filière, identifier des points de blocage, réfléchir sur des solutions pour améliorer les résultats. Actuellement, il n'existe pas de mécanisme institutionnel pour organiser ce partage de l'information.

4.3. L'UNPCB

Les entretiens réalisés avec l'UNPCB ne permettent qu'une compréhension partielle des activités de l'organisation. Ils ont essentiellement porté sur un projet de renforcement de l'UNPCB et de la filière cotonnière financé par l'AFD.

L'UNPCB mène de nombreuses activités et a un partenariat déjà bien élargi au-delà des sociétés cotonnières (institutions publiques, autres OP, projets, bailleurs de fonds, etc.). Pour mieux piloter ses activités, elle a l'ambition de se doter d'un suivi-évaluation, notamment avec l'appui du Projet de Renforcement de la Filière Coton au Burkina (PRFCB), financé par l'AFD, avec une maîtrise d'ouvrage déléguée à l'UNPCB.

Le PRFCB a quatre composantes :

- Amélioration de la productivité avec une extension du conseil à l'exploitation familiale à très grande échelle (mais la crise cotonnière freine les ambitions des sociétés cotonnières qui doivent financer 1/3 du coût du conseil avec 2/3 d'appui du projet), un renforcement de la recherche (fertilité des sols notamment avec les SCV, biotechnologie, etc.), une meilleure connaissance de la dynamique des systèmes de production (partenariat avec l'université polytechnique de Bobo-Dioulasso, SupAgro, AgroParisTech).
- Renforcement des capacités des organisations de producteurs avec un appui au fonctionnement de l'UNPCB à travers l'AT mis à disposition de l'UNPCB, le renforcement du conseil de gestion aux GPC à plus grande échelle (mais la crise cotonnière tend plutôt à concentrer les efforts sur un maintien du nombre de conseillers plutôt que de penser à l'accroissement de leur nombre).
- Amélioration de l'environnement économique et social des producteurs avec un financement d'infrastructures rurales, des opérations pilote de maintenance des pistes rurales, une réflexion sur la création de mutuelles de santé pour les producteurs.
- Renforcement de l'environnement financier avec une dotation au fond de lissage de la filière cotonnière (prêts et subventions).

Le suivi-évaluation pourrait être nourri par des informations en provenance :

- Des groupes de producteurs participant au conseil à l'exploitation familiale grâce aux données qu'ils collectent et analysent, et via les futurs conseillers d'exploitation (si le conseil d'exploitation se développe).
- Les GPC grâce à l'ensemble des données qu'ils manipulent (intrants, crédit, production) et via les conseillers de gestion OP.
- Les études spécifiques menées par des étudiants.

Actuellement les informations collectées par les conseillers de gestion OP ne remontent pas à l'UNPCB, car les responsables, tant départementaux que nationaux, en l'absence d'objectifs définis ne voient pas clairement l'intérêt de faire circuler de l'information alors que cette tâche est consommatrice en temps et en énergie. De ce fait aucune procédure n'a été mise en place pour traiter l'information au-delà des besoins des GPC.

Le PRFCB souhaite appuyer les réflexions sur le sujet au sein de l'UNPCB à travers trois actions :

- Appuyer les dirigeants de l'UNPCB pour clarifier les besoins en informations en ayant comme objectif qu'elles soient utiles pour la prise de décision au niveau de l'organisation.
- Appuyer les personnes sur le terrain (conseiller de gestion OP, responsables départementaux) à collecter de l'information et réaliser une première analyse qui soit utile à leur niveau.
- Réfléchir à des mécanismes qui évitent les redondances entre acteurs. Par exemple, faut-il que l'UNPCB dispose de son propre mécanisme d'évaluation des surfaces et des productions de coton ou faut-il faciliter et améliorer les concertations entre l'UNPCB et la SOFITEX sur ce sujet ?

Il semble que le présent projet pourrait être associé à ces réflexions pour pouvoir :

- Identifier les questions qui intéressent l'UNPCB et qui demandent une mise en commun d'information au sein de l'interprofession.
- Préciser les mécanismes de partage de l'information entre acteurs pour les informations qui peuvent être partagées.

4.4. Le programme coton de l'INERA

Le programme coton de l'INERA mène des activités de recherche en appui aux professionnels de la filière dans plusieurs disciplines : génétique, entomologie, agronomie et agro-économie. Trois chercheurs interviennent dans le domaine de l'agro-économie. Dans ce cadre, le programme coton suit un réseau de 9 villages (5 en zone SOFITEX depuis 5 ans, 2 en zone SOCOMA depuis 2 ans, 2 en zone FASO COTON depuis 2 ans) permettant de :

- Suivre les pratiques agricoles et analyser les processus de prise de décision des producteurs pour la conduite de la culture cotonnière et notamment les innovations techniques
- Suivre les revenus des producteurs, notamment en fonction de l'évolution des prix (coton-graine, intrants)

Des travaux complémentaires sont menés notamment pour l'évaluation au niveau des producteurs du développement du coton biologique ou du coton Bt.

La section d'agroéconomie, notamment en la personne de Gaspard Vognan et sous réserve qu'un accord se dégage au sein de l'AICB, pourrait être intéressée dans le cadre du présent projet pour :

- Appuyer le processus de renforcement du système d'information au sein de l'AICB (appui à l'organisation et animation des ateliers d'échanges, appui à la mise en forme des données)
- Participer à des études particulières décidées par l'interprofession

5. Eléments de diagnostic au niveau régional

La présente mission a été introduite par une lettre du Ministère français des Affaires Etrangères au Président de la Commission de l'UEMOA. Trois réunions ont permis d'aborder les questions posées dans les termes de référence de la mission.

L'UEMOA a décidé de se doter d'un Système d'Information Agricole Régional. L'étude de faisabilité de ce SIAR a été confiée à la FAO (équipe basée à Rome) qui doit présenter son rapport courant mars 2008.

M. Kaboré a présenté une architecture du SIA avec 4 niveaux :

- Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire ; il s'agit d'étendre à tous les pays de l'UEMOA la méthodologie développée par le CILSS dans 5 pays en établissant des bilans céréaliers annuels en tenant compte des productions, des importations, des exportations, et des consommations, des situations cérésières par zone (déficits / excédents) ; ce volet est déjà bien avancé (matériel informatique disponible, enquêtes agricoles...)
- Suivi des politiques agricoles nationales pour faciliter une mise en cohérence au niveau régional ; les domaines principaux concernent la législation, la fiscalité concernant la production et la commercialisation.
- Suivi des réglementations et négociations internationales, notamment avec l'OMC, pour formuler des argumentaires
- Suivi de la commercialisation des productions agricoles (prix, échanges, etc.)

Certaines données du SIAR seront de nature publique, d'autres pourront être destinées à l'usage exclusif de l'UEMOA.

Deux pays pilote ont été choisis pour tester la faisabilité du SIAR (Togo, Mali), notamment pour recenser les bases de données disponibles. A cette fin, deux statisticiens ont été recrutés et formés. AFRISTAT, dont le siège est à Bamako, est chargé de coordonner ce travail (M. Eloi Ouedraogo).

La grande majorité des données de chaque pays devrait remonter au niveau de l'UEMOA par l'intermédiaire des Instituts Nationaux de Statistiques. Il est également possible d'envisager une remontée d'information complémentaire par d'autres canaux (études spécifiques, relations privilégiées avec des institutions publiques ou privées, etc.)

Le SIAR devrait être localisé au niveau du département Développement Rural et Ressources Naturelles de l'UEMOA. Cependant plusieurs directions, dépendant de plusieurs Départements ou de la Direction Générale, seront impliquées. On peut citer, entre autres :

- la Direction de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire (Département du Développement Rural et Ressources Naturelles),
- la Direction des Etudes et Statistiques Economiques (Département de Politiques Economiques),
- la Direction des systèmes informatiques, rattachée à la Direction Générale.

Ainsi il sera formé un comité de pilotage du SIAR incluant les différentes parties prenantes, pour faciliter les coordinations nécessaires au sein de l'UEMOA.

Tel que présenté, la place du suivi des filières dans le SIAR reste cependant à préciser.

Plusieurs initiatives confirment l'intérêt de prévoir une place spécifique au sein du SIAR pour le coton. Premièrement, dans son plan directeur 2007⁴, l'UEMOA a décidé de travailler sur 5 filières prioritaires, dont le coton, en proposant différentes actions, dont la mise en place d'un système d'information sur chacune de ces filières. Le calendrier de mise en œuvre de ce plan d'action reste à préciser.

Deuxièmement, dans le cadre du projet financé par la BAD⁵, un système d'information localisé au sein de l'UEMOA est également prévu. Le projet démarrera en 2008 (durée prévue de 5 ans), les quatre pays ayant déjà signé un accord de mise en œuvre avec l'UEMOA. L'équipe régionale est en cours de recrutement et elle inclue notamment un responsable du suivi-évaluation.

Troisièmement, des discussions sont en cours avec la coopération française pour mettre en place un fond régional pour la production cotonnière (facilité régionale) pour compléter les fonds de lissage qui pourraient être mis en place au niveau des pays. Ce fond régional sera localisé dans une banque et pourra être mobilisé à la demande d'un pays, s'il répond à certains critères de performances. L'UEMOA pourrait être chargée de mettre en œuvre un système d'information permettant d'évaluer ces critères. Le système d'information pourrait être lié au SIAR afin de ne pas dupliquer les efforts. Certaines données jugées confidentielles pourraient cependant ne pas être incluses dans le SIAR.

Lors de la réunion avec l'UEMOA, il a été proposé que le CIRAD :

- envoie son rapport à l'UEMOA qui pourra le transmettre à la FAO et à la BAD pour que ces institutions prennent connaissance du projet SIRC et évalue les collaborations possibles,
- participe à la présentation de l'étude de faisabilité de la FAO sur le SIAR, en mars 2008, à Ouagadougou, pour pouvoir échanger autour des complémentarités et des synergies possibles du SIAR et du SIRC.

Enfin, les relations doivent être définies entre le SIAR volet coton (SIRC) et le site web du Comité d'Orientation et de Suivi du coton (www.coton-acp.org) développé dans le cadre du partenariat Europe-Afrique sur le coton. Il prévoit notamment :

- des actualités liées au coton (événements, accords, etc.),
- des documents relatifs au coton (études, articles scientifiques,...),
- Un carnet d'adresses d'acteurs de la filière coton.

Ce site vient d'être relancé et bénéficie d'un appui de l'UE (Voir Fabio Berti, berti.f@fsagx.ac.be).

⁴ UEMOA, Plan directeur des filières prioritaires, Compétitivité des filières agricoles dans l'espace UEMOA, Avril 2007, 26p.

⁵ Projet Multinational d'Appui à la Filière Coton-textile dans les quatre pays de l'initiative sectorielle sur le coton (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad)

6. Proposition méthodologique

Les propositions définitives seront présentées pour validation au prochain comité de pilotage du projet « Renforcement du partenariat Afrique-Europe sur le coton » qui devrait avoir lieu au cours du deuxième trimestre 2008.

6.1. *Système d'information en appui à l'interprofession coton*

Cette proposition est issue des premiers contacts de la mission avec des acteurs de la filière coton. Pour des raisons institutionnelles, elle n'a pas encore pu être analysée avec l'AICB. Elle sera donc présentée et discutée pour être amendée avec l'AICB. Les relations avec l'UEMOA (voir chapitre 4) devront être clarifiées.

Définir les besoins en information utiles à l'interprofession

Une première étape consiste à mieux définir les besoins d'information de l'interprofession avec les acteurs concernés.

Critères de choix des thèmes

Chaque acteur de l'interprofession est doté d'un système d'information propre (exemple : suivi-évaluation de la SOFITEX ou de l'UNPCB) permettant de répondre à ses besoins. Le projet visera donc à appuyer la construction d'un système d'information localisé au niveau de l'interprofession qui permette de répondre à des besoins collectifs correspondant au mandat de l'interprofession. Il ne s'agit pas de se substituer aux dispositifs déjà mis en place par chaque acteur (UNPCB, sociétés cotonnières) pour collecter et traiter de l'information jugée indispensable pour ses propres besoins. Il s'agit bien de faciliter la mise en commun d'informations complémentaires apportées par chaque acteur pour lui donner du sens autour de thèmes jugés importants par l'interprofession, faciliter les échanges entre les membres de l'interprofession, faciliter les prises de décision, et éventuellement communiquer à l'extérieur.

Origine des données

Dans ce contexte, les informations seront prioritairement collectées et traitées par chacun des acteurs de la filière pour répondre à ses propres besoins. L'information qui sera considérée comme non ou plus confidentielle⁶ par chacun des acteurs, pourra alors être partagée au niveau de l'interprofession, voire de l'extérieur. Un tel partage de l'information permet à chaque acteur d'avoir en retour accès à des informations qui peuvent lui être utiles.

Si l'information jugée nécessaire pour traiter d'un thème d'intérêt pour l'interprofession, ne peut pas être mobilisée dans le cadre du suivi-évaluation de chaque acteur, des dispositifs légers et pérennes de récolte seront initiés au niveau de l'interprofession et des études spécifiques pourront être réalisées à la demande de l'interprofession, avec des financements du présent projet. Les études seront préférentiellement réalisées par des institutions ou des bureaux d'études localisés au Burkina Faso avec l'appui du CIRAD.

⁶ Certaines données peuvent être confidentielles pour un acteur. Leur divulgation pourrait rendre difficile des négociations d'ordre commercial (par exemple : état des stocks de fibre, coût de production, etc.), voire des négociations avec d'autres acteurs. Cependant, cette confidentialité peut être levée après un certain temps.

L'interprofession jugera des données quelle considèrera comme confidentielle à son niveau et ne pouvant être divulguées, et des données qu'elle considèrera comme non confidentielle et qu'elle pourra alors communiquer soit à l'extérieur (tout public), soit au niveau régional dans le cadre du système d'information régionale de l'UEMOA.

Propositions de thèmes issues des premiers contacts

Le projet n'a pas vocation à répondre à l'ensemble des besoins en information de l'interprofession mais de travailler sur quelques sujets particuliers définis avec l'interprofession.

Les quelques échanges avec les acteurs de la filière ont permis d'identifier à titre d'exemple quelques thèmes qui pourraient correspondre à des besoins liés à des préoccupations immédiates ou à des enjeux plus prospectifs de l'interprofession. Mais il est du ressort de l'interprofession de formuler au final ses besoins et ses priorités.

Un premier thème pourrait toucher la question de l'endettement des producteurs et des GPC suite à la baisse continue du prix d'achat du coton et l'augmentation du prix de cession des intrants durant la campagne 2007/2008. Cette situation a des conséquences au niveau des exploitations (endettement différencié en fonction du type d'exploitation et du niveau de maîtrise de la culture cotonnière), au niveau des GPC (endettement différencié en fonction de l'endettement des membres mais aussi de la capacité de gestion du GPC), voire au niveau des sociétés cotonnières (remboursement des crédits vis-à-vis des pools bancaires). Mais cette situation a également des conséquences au niveau des relations entre les membres et les GPC (exploitation débitrices ou créditrices vis-à-vis du GPC) formant « l'endettement interne » et au niveau des relations entre les sociétés cotonnières et les GPC à travers la gestion de « l'endettement externe ». Une connaissance précise du processus d'endettement et de ses conséquences est stratégique pour assurer un pilotage en cours de campagne de la filière par l'interprofession et pour assurer un bilan en fin de campagne.

Pour construire un système d'information sur le sujet, il est nécessaire de rassembler des données issues des exploitations agricoles, des GPC, de l'UNPCB, des sociétés cotonnières, voire des banques. Ces données portent au minimum sur les prix des produits et des intrants, les volumes de production, les coûts de production au niveau des exploitations. Elles peuvent également porter sur les flux financiers (calendriers de paiements, suivi des impayés, etc.). Une étude particulière pourrait être conduite pour comprendre dans le détail les mécanismes de l'endettement au niveau d'un échantillon de GPC.

Un deuxième thème pourrait toucher la question de la gestion de la diversification des filières cotonnières au Burkina (conventionnel, biologique, équitable, labellisé,...) qui correspond à des stratégies de sortie de crise et répond à une segmentation croissante du marché du coton (demandes nouvelles des consommateurs du Nord mais aussi demandes nouvelles de grands distributeurs de textiles). Cette situation a des conséquences sur les systèmes techniques de production (nouvelles technologies notamment pour le coton bio, modification des coûts de production et de la structure du revenu paysan) mais aussi sur l'organisation des GPC (transparence, contrôle interne, etc.) et sur la gestion technique de la filière (organisation de la traçabilité, fonctionnement de la certification, organisation des flux de coton-graine, etc.). Une meilleure connaissance de ces différentes options et des conditions locales de leur développement ainsi que des conséquences sur la filière peut être jugée importante pour évaluer le potentiel de croissance de ces différents marchés.

Pour construire un système d'information sur le sujet, il est nécessaire de rassembler des informations issues des exploitations agricoles, des GPC, de l'UNPCB, des sociétés cotonnières. Ces données portent sur les itinéraires techniques, les productions, les coûts de production, les revenus des exploitations, les résultats des GPC. Elles peuvent également porter sur la gestion des flux de coton-graine et coton-fibre en caractérisant mieux les marchés potentiels, et la demande extérieure.

D'autres thèmes pourront être explorés en fonction des préoccupations des acteurs de l'interprofession et pendant la durée de vie du projet d'appui aux filières cotonnières.

Partager l'information au niveau régional

Le partage de l'information au niveau régional est un élément important du présent projet. Les données qui seront transmises au niveau régional (voir chapitre 6.2.) seront discutées en cours de projet, après le prochain comité de pilotage, dans le cadre d'échanges à organiser entre l'interprofession et le SIAR de l'UEMOA. Elles devront tenir compte :

- Des souhaits des interprofessions en matière de partage des données.
- Du degré de confidentialité de certaines données.
- De la difficulté d'acquisition de ces données (disponibilité, qualité, etc.).
- Mais aussi des orientations du SIAR de l'UEMOA et des engagements pris par les Etats-membres dans ce domaine.

Définir les besoins en appuis de l'interprofession pour un SI

Ces besoins seront discutés avec l'AICB. Mais les contacts individuels ont permis de faire émerger quelques propositions qui peuvent servir de premières bases de discussion.

Pour répondre aux questions spécifiques qui auront été identifiées, il est important de préciser avec l'interprofession :

- La conception et la mise en place du circuit de collecte des données (quel acteur fournit quelles données et de quelle façon ?) en s'appuyant sur les éléments existants.
- Les ressources humaines nécessaires pour traiter et analyser les données au niveau de l'interprofession pour leur donner du sens sachant qu'à l'heure actuelle l'AICB ne s'est pas dotée de personnel.
- Les supports possibles pour le stockage et la communication des données :
 - Construction d'une base de données simple avec un logiciel comme Excel ou Access (dans un premier temps).
 - Construction d'un site web géré par l'AICB pour partager certaines informations entre acteurs de l'AICB et diffuser d'autres informations vers l'extérieur.
 - Envisager la création d'un bulletin de l'AICB pour diffuser les informations.
- Les moments de partage de l'information :
 - Atelier annuel de l'interprofession pour faire le bilan des données et analyses, du fonctionnement du SI et de ses améliorations possibles.
 - Débat sur les questions stratégiques qui émergeront des données collectées, communiquées et analysées.

Mobilisation des ressources humaines

Pour atteindre les objectifs, il devrait être possible de :

- Mobiliser des appuis de l'INERA (section agro-économie) pour appuyer l'AICB (appui à l'organisation des ateliers, appui à l'analyse des données collectées par l'interprofession).
- Contractualiser un cadre pour une période déterminée qui travaillerait pour le compte de l'AICB (organisation de la base de données, gestion du site web, rédaction d'un bulletin).
- Mobiliser des stagiaires pour une éventuelle étude spécifique à la demande de l'interprofession, en relation avec les thèmes prioritaires identifiés avec l'interprofession (maximum un stagiaire par an).
- Bénéficier de l'appui CIRAD (aide à la construction du SI, appui méthodologique pour traiter les thèmes et questions prioritaires, participation à l'analyse et valorisation des données) d'une part sous la forme de missions du siège (une à deux par an) et d'une contribution d'une économiste CIRAD basée à Ouagadougou (MH Dabat) pour environ 1,5 mois / an.

Budget mobilisable

Le financement disponible au niveau de l'interprofession de chaque pays peut varier entre 30.000 et 50.000 euros pour 3 ans. Il inclue pour le Burkina Faso:

- Les investissements nécessaires (informatique,...) qui ne peuvent dépasser 15% du total.
- Les prestations de l'INERA.
- Les prestations pour l'élaboration d'un site web ou concevoir une base de données (si nécessaire).
- La contractualisation d'un cadre pour une période déterminée en appui à l'AICB.
- Les frais liés à d'éventuels stages.
- Les frais liés aux séminaires nationaux organisés au sein de l'AICB pour le partage de l'information autour des questions identifiées dans le présent projet ou d'autres à discuter.
- Les frais de fonctionnement liés à la mobilisation du chercheur CIRAD basé à Ouagadougou.

Ce budget n'inclue pas le coût des missions d'appui et ni les honoraires du chercheur CIRAD en appui basé à Ouagadougou.

Calendrier pour définition du programme

Pour pouvoir définir le programme d'appui au SI, les ressources humaines à mobiliser et les financements à prévoir, il serait nécessaire de:

1) D'envoyer le rapport à l'AICB pour recueillir leurs premières réactions

2) Organiser fin mars ou début avril un atelier avec l'AICB pour définir:

Première partie :

- les objectifs du SI au sein de l'interprofession,
- les questions prioritaires à traiter (nombre limité de questions),
- les besoins en informations pour répondre à ces questions,
- les sources d'information (sociétés cotonnières, UNPCB),

- les informations complémentaires qui devraient donner lieu à une étude spécifique (stage d'étudiant ou prestation de l'INERA),
- les premiers éléments de structuration du SI.

Deuxième partie :

- un programme d'activités pluri-annuel,
- les modalités de circulation de l'information en intégrant 4 niveaux (acteurs de l'interprofession, interprofession, national, régional),
- le rôle des institutions,
- les appuis nécessaires de la part du projet,
- le financement à mobiliser,
- le planning détaillé des activités.

6.2. *Système d'information en appui à l'UEMOA*

Dans le cadre de la présente mission, il n'a pas été possible d'avancer très précisément dans la construction d'une proposition qui doit encore être discutée avec l'UEMOA.

Afin d'intégrer le SIRC dans le SIAR et d'affiner les propositions, rappelons qu'il a été proposé en accord avec l'UEMOA (i) que ce rapport soit transmis à la FAO pour que cette dernière prenne connaissance du projet SIRC et évalue les collaborations possibles, (ii) que le CIRAD puisse participer à la présentation de l'étude de faisabilité de la FAO sur le SIAR à Ouagadougou, pour pouvoir échanger autour des complémentarités et des synergies possibles du SIAR et du SIRC.

Les besoins en informations

La nature des données à collecter seront à préciser avec l'UEMOA, notamment et dans un premier temps lors de l'atelier de restitution de l'étude FAO, mais aussi avec les interprofessions après le prochain comité de pilotage du projet, notamment pour aborder le problème de la confidentialité des données.

Cependant les premiers contacts permettent d'identifier un minimum de données qui pourraient être partagées au niveau régional. Le tableau (cf annexe) présente une première hypothèse. Il est à préciser que la possibilité d'inclure des données de nature économique (coût, valeur ajoutée, etc.) pour évaluer les performances des filières sera à discuter de manière approfondie.

Les données qui seront mobilisées par le SIRC pourront provenir soit:

- des acteurs de la filière, soit directement de l'interprofession, soit d'une entité ministérielle (Ministère de l'Agriculture ou Ministère du Commerce),
- soit d'un institut national des statistiques agricoles suivant le schéma habituel de l'UEMOA pour recevoir les informations dont elle a besoin.

Mobilisation des ressources humaines

Pour atteindre les objectifs, il devrait être possible de :

- Mobiliser des stagiaires encadrés par le CIRAD et l'INERA pour une éventuelle étude spécifique discutée avec l'UEMOA, en relation avec les thèmes prioritaires identifiés avec l'UEMOA (maximum un stagiaire par an).
- Bénéficier de l'appui CIRAD (aide à la construction du SI, appui méthodologique pour traiter les thèmes et question prioritaires, participation à l'analyse et valorisation des données) d'une part sous la forme de missions du siège (une à deux par an) et d'une contribution d'une économiste CIRAD basée à Ouagadougou (MH Dabat).

Le budget mobilisable

Le financement disponible au niveau régional peut varier entre 60.000 et 90.000 euros pour 3 ans. Il inclue :

- Des appuis à l'investissement nécessaires (informatique,...) qui ne peuvent dépasser 15% du total.
- Des prestations complémentaires pour l'élaboration d'un site web ou concevoir une base de données sur le coton (si nécessaire, et sachant que l'UEMOA devrait mobiliser de manière prioritaire les fonds déjà prévus dans le cadre du projet SIAR et du projet financé par la BAD incluant un système d'information coton).
- Les frais liés à d'éventuels stages.
- Les frais liés à des échanges régionaux entre pays inclus dans le présent projet pour affiner les mécanismes de circulation de l'information.
- Un séminaire régional au sein de l'UEMOA, de clôture de projet, pour présenter les résultats et faciliter les échanges entre acteurs.

Ce budget n'inclue pas le coût des missions d'appui ni les honoraires (?) du chercheur CIRAD en appui basé à Ouagadougou.

7. CONCLUSIONS

Ce rapport doit servir de discussion avec l'UEMOA et l'AICB pour pouvoir améliorer les propositions. Celles-ci seront ensuite intégrées dans un rapport qui inclura les conclusions issues des missions réalisées au Mali et au Bénin. Ce rapport global sera présenté et validé lors du prochain comité de pilotage du projet financé par le MAE.

8. ANNEXE

Date	Heure	Contact	Institution
Mercredi 6/2		Arrivée à 21h15	
Jeudi 7/2	Matin	M. Partiot MH Dabat	CIRAD
	15h30	M. Le Grix, chargé mission JC Pires, chargé mission	AFD
	17h00	G.Konaté, DG	INERA
Vendredi 8/2	15h30	G. M Dao, chef division du traitement de l'information	UEMOA
Dimanche 10/2		Départ vers Bobo	
Lundi 11/2	9h00	G. Yameogo, Dir Production SOFITEX, SG AICB	SOFITEX AICB
	10h30	Programme coton : D. Sanfo, B. Coulibaly, O. Hema, G. Vognan, H. Somé, M. Ouattara	INERA
Mardi 12/2	9h00	Ousmane Ouedraogo , Suivi-Evaluation	SOFITEX
	10h30	Daniel Roche, AT projet renforcement de la filière coton au Burkina	UNPCB
	12h00	G. Yameogo	SOFITEX
		Départ vers Ouaga	
Mercredi 13/2	9h00	T. Ayassor, A. Camara, Z. Lompo, G. Mory	UEMOA
	16h00	Wilfried Yameogo, Sec Permanent de suivi de la filière coton libéralisée	Min. Commerce
	17h30	Jacqueline Lorelle, COCAC	SCAC
Jeudi 14/1	10h00	M. Kaboré, assistant au programme	FAO
	15h30	P. Tranchant	AFD
	16h00	T. Ayassor	UEMOA

Tab : Quelques propositions de données à collecter comme base de discussion

FILIERE		QUESTIONS	INDICATEURS		
Intrants	semences engrais NPK engrais urée phytosanitaire total intrants	Quelle disponibilité? Quel coût?	Structure Nb de variétés enregistrées prix vente semences certifiées au producteur prix vente NPK au producteur prix vente urée au producteur prix de vente phyto au producteur Nb d'importateurs d'intrants	Fonctionnement quantité de semences produites quantité NPK utilisée par les producteurs quantité urée utilisée par les producteurs quantité phyto utilisée par les producteurs coût total des intrants utilisés pour la production de coton graine	Résultat quantités de semences certifiées produites/besoins estimés prix de vente NPK au producteur/ prix mondial prix de vente urée au producteur/ prix mondial prix de vente phyto au producteur/ prix mondial coût total des intrants / valeur production coton graine
crédit		Quelle disponibilité? Quel coût?	Nb de bénéficiaires de crédit intrants Nb de bénéficiaires de crédit d'équipement Nb de bénéficiaires de crédit de consommation	taux crédit intrants cédés aux paysans taux de crédit fournisseur à l'acquisition/importation des intrants Total crédit intrants Total crédit équipement total crédit consommation	Total crédit / valeur de la production coton graine Total crédit intrant / coût total intrants Nb bénéficiaires de crédit intrant / nb de producteurs coton taux de recouvrement du crédit aux paysans
conseil		Quelle couverture,?	nb conseillers des sociétés cotonnières Nb de conseillers de la vulgarisation publique Nb de conseillers privés ou ONG	existence de formation sur l'emploi d'insecticides existence d'un conseil à l'exploitation familiale	Nb de ha coton/conseiller Nb de producteur/conseiller
recherche		quelle importante?	budget de la recherche cotonnière Nb de chercheurs travaillant sur le coton		budget recherche cotonnière / valeur de la production e
production		Quelles performances?	Nombre de producteurs coton type expl surface totale coton Surface coton biologique Surface coton commerce équitable Production totale coton graine part du coton dans la surface totale cultivée % surface avec fumure organique % surface avec lutte intégrée	Dose NPK à l'ha Dose urée à l'ha Nb de traitement insecticide à l'ha dose totale insecticide à l'ha coûts intrants/ha autres coûts / ha (hors main d'œuvre familiale)	rendement moyen de coton graine rendement de coton graine par type d'exploitation production cotonnière par type d'exploitation Valeur ajoutée dans la production de coton graine Valeur ajoutée dans la production de coton graine à l'ha
commercialisat primaire		Quelle performance?	Nombre de groupements coton Prix achat coton graine 1ère qualité au producteur	Différentiel de prix d'achat au producteur en fonction de la qualité Durée de l'évacuation du coton graine achetée coût t kilométrique pour évacuation coton graine	Prix d'achat du coton graine au producteur / prix indice A
égrenage		Quelle performance?	NB de sociétés d'égrenage Nb d'usines d'égrenage Capacité totale d'égrenage Nb HVI Production totale de fibre	Durée egrenage	Taux d'utilisation des capacités installées d'égrenage rendement égrenage moyen part de la production en référence au type de l'indice A
transformation	graine huile tourteau	Quelle importance?	Nb d'acheteurs de graine de coton Prix de vente des graines de coton par les sociétés Quantité de graines vendues Quantité huile produite Quantité tourteau produit		
commercialisat ion	export national	Quels performances?	Quantité fibre exportée Quantité fibre vendue dans le pays		

